

Reprenons. Les états-majors des grands partis, ceux de la coalition, l'avouent sans détour. Pour les législatives, ils veulent des listes de vrais militants, sincères, éprouvés, fiables, qui mettent l'intérêt de leur parti au-dessus de leurs ambitions personnelles. Cela veut dire que les candidats qui se proposent ne sont pas tous motivés par des convictions politiques mais par des buts personnels.

Question simple : pourquoi des milliers d'individus tiennent-ils à devenir députés alors qu'ils n'ont pas de réelles et sincères motivations politiques ? Je ne trouve pas les bonnes réponses, ou plutôt je ne trouve pas toutes les bonnes réponses.

Du côté des « petits partis », des sources nous apprennent que des prétendants se bousculent pour obtenir leur investiture. Ces prétendants, bien sûr, n'ont rien à voir avec ces partis. Ils ne savent rien de leurs lignes et de leurs idéologies. Ils ne s'en soucient pas. Ils peuvent s'adresser aussi bien à des partis d'inspiration socialiste qu'à des partis ultra-libéraux. Que ramènent-ils dans leurs escarcelles ? Une base électorale. Du moins, ils le prétendent. Ils se prévalent du soutien de leur village, de leur douar, de leurs clans familiaux. La même question de la motivation se pose pour eux : qu'est-ce qui les pousse à vouloir le poste de députés, parfois au nom de leur groupe social ?

Il serait facile d'ironiser sur ces candidats-députés, qu'on peut dire apolitiques, puisqu'ils ne se soucient pas du tout de la ligne des partis qu'ils sollicitent. La discrétion inhérente aux activités des partis ne nous permet pas de tout savoir sur ces démarches. Les éléments récoltés çà et là indiquent deux pistes possibles. La première est qu'un certain nombre de ces prétendants s'adressent sciemment à des partis qui leur semblent proches des luttes locales qu'ils ont menées. En réalité, ils sont en déficit d'un parti qui exprime totalement leurs idées et leurs engagements. Ce type de prétendants sont les moins nombreux. Ils sont rares.

Les autres cherchent une issue politique à leurs clans. Cela veut dire que le « système » ne parvient plus à satisfaire tous les appétits, tous les besoins et qu'il exclut de son ascenseur social de plus en plus de gens. La lecture pessimiste nous dira que le cercle des appétits s'élargit. La lecture optimiste nous indiquera que le système ne peut plus satisfaire tous les appétits. Dans les deux cas, peut-on parler de limites plus nettes du « système » ?

M. B.

**ÇA BOUGE
CHEZ BARKAT**

On assiste depuis quelque temps à une véritable partie de chaises musicales dans certains organismes du ministère de l'Agriculture.

Ainsi, Kacimi, que l'on disait en rupture de ban depuis sa nomination à la Générale des concessions agricoles (GCA), a réussi à placer son bras droit à la tête du Haut-Commissariat au développement agricole (HCA), ce qui lui permet de garder un œil sur cette structure qu'il dirigeait auparavant.



Interférences au FLN

Décidément, ce n'est pas la joie du côté de Abdelhamid Si Affif, le "grand redresseur" du FLN qu'on dit en disgrâce depuis quelques jours déjà. C'est ainsi que, excédé par les multiples interférences de Si Affif dans la confection des listes de candidatures, Abdelaziz Belkhadem aurait demandé à ses proches collaborateurs de faire en sorte qu'il "ne les voit plus".

Elagage

Le patron du RND aurait décidé de ne pas reconduire plusieurs députés d'Alger sur la

liste des législatives de mai prochain. Abdelkrim Harchaoui, qui avait conduit cette liste en 2002, Noureddine Benbraham ou encore Fatma-Zohra Flichi ne pourront pas se représenter, indique une source proche du parti d'Ouyahia.



**Ça continue
pour Bouricha**

L'ex-wali de Blida, Mohamed Bouricha, sera auditionné la semaine prochaine à la Cour suprême, apprend-on de bonnes sources.

Interrogé déjà en première instance et mis sous contrôle judiciaire, Bouricha devra répondre, cette fois, sur le fond.

Au terme de l'instruction, il devra être jugé à la cour de Tizi-Ouzou, ajoutent nos sources.



**le
HIC**
lehic.dz@hotmail.com

